

Pouvoir d'emprunt—Loi

Au moment où les agriculteurs de ma circonscription, en Saskatchewan, demandent une aide financière au gouvernement, celui-ci est encore en train de nettoyer le gâchis qu'il a causé l'année dernière.

Je me trouvais à Rosthern, la ville natale du député de Surrey—White Rock (M. Friesen). C'est là que j'ai fait mes études secondaires. . .

M. Friesen: Difficile à imaginer.

M. Funk: J'ai entendu le premier ministre (M. Mulroney) dire qu'on pourrait toujours compter sur le Parti conservateur pour appuyer les agriculteurs du Canada, car il l'a toujours fait et il le fera toujours. Il a ajouté que les conservateurs fourniraient deux fois plus d'argent que n'importe quel gouvernement néo-démocrate.

Les néo-démocrates ne resteraient pas ici, avec la menace d'une nouvelle sécheresse, à essayer encore de régler la pagaille créée par le dernier paiement aux producteurs victimes de la sécheresse.

Une autre coupure qui concerne ma circonscription est celle qui frappe la remise en état des embranchements ferroviaires. On a procédé à une coupure de 48 millions de dollars dans ce domaine. Pendant les élections, les candidats conservateurs de ma circonscription ont promis que la subdivision ferroviaire allant à Paddockwood et la ligne de Holbein à Shellbrook seraient modernisées si un gouvernement conservateur était réélu. Les plates-formes existent déjà mais elles ont besoin d'être renforcées avec de l'acier résistant. Cela a été supprimé du budget. C'est une autre promesse aux agriculteurs de ma circonscription qui n'a pas été tenue.

Ensuite, il y a les modifications apportées au programme de l'assurance-chômage. Il y a beaucoup de chômage saisonnier dans ma circonscription et les coupures annoncées récemment par le gouvernement se traduiront par une perte de 3,5 millions de dollars pour ces chômeurs.

La taxe sur les produits et services aura de graves conséquences sur une circonscription comme la mienne. Les produits et les services coûtent déjà deux fois plus cher dans les localités isolées. Le gouvernement va ajouter ces frais pour ces gens qui n'en ont pas les moyens et qui payent déjà plus que les autres Canadiens.

Le secteur coopératif veut apporter son aide ainsi que le secteur du développement communautaire. Les habitants de Prince-Albert—Churchill River veulent aider à maîtriser le déficit. Mais nous ne pouvons pas le faire si le gouvernement continue à nous couper l'herbe sous le pied.

M. Rob Nicholson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je suis heureux de dire quelques mots dans ce débat sur le projet de loi portant pouvoir d'emprunt.

J'ai écouté avec intérêt ce que les députés d'en face ont dit à propos de la responsabilité financière. Ils peuvent peut-être parler à leurs amis à l'autre endroit et leur inculquer quelques principes de responsabilité financière. Chaque minute où ils empêchent l'adoption de ces mandats est autant de temps où ils privent de leur argent les personnes âgées et ceux qui travaillent pour le gouvernement et dépendent des chèques de celui-ci. Voilà comment ils peuvent promouvoir la responsabilité financière dans notre pays. Ce qui est en discussion, c'est une autorisation d'emprunt pour le gouvernement du Canada. Les députés de l'opposition nous ont pas mal critiqués en demandant comment nous nous sommes trouvés dans cette situation. Ce qu'il faut signaler, c'est que le gouvernement du Canada doit emprunter pour faire face à ses obligations.

• (1610)

Comme il était dit dans l'exposé budgétaire, le déficit de l'exercice en cours va atteindre 30,5 milliards de dollars. Je trouve cela tout à fait remarquable, étant donné la poussée à la hausse des taux d'intérêt et les obligations énormes de l'État fédéral. Ce chiffre est à rapprocher des 38 milliards de déficit annuel dont nous avons hérité en 1984.

Il importe donc de prendre quelques instants pour voir comment nous nous sommes trouvés dans cette situation. Comment se fait-il que nous emprunions 30 milliards cette année? Comment se fait-il qu'il ait fallu emprunter 38 milliards en 1984-1985?

M. Malone: C'était à cause des libéraux.

M. Nicholson: Le député de mon parti dit que c'est à cause des libéraux. Bien sûr, ce sont les membres de ce parti qui en sont responsables.

Le calcul des députés d'en face est fort clair. Ils espèrent qu'après quatre ans de gouvernement conservateur, les Canadiens auront oublié. Je vais leur faire un tableau.

M. Duhamel: Assez de prétextes.

M. Nicholson: Le fait est que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en septembre 1984, le déficit se situait à 200 milliards. C'est un fait et non une remarque partisane.

M. Duhamel: Vérifiez vos chiffres.